INITIATIVES DES PROGRAMMES DE CANTINES SCOLAIRES ET INCIDENCES SOCIOÉCONOMIQUES À L'ANTENNE RÉGIONALE DES PLATEAUX AU TOGO

[Etapes de traitement de l'article]
Date de soumission : 24-04-2026 / Date de retour d'instruction : 06-05-2026/ Date de publication : 15-07-2026

Yooudèma BOTOBIKPISSI
Université de Lomé
paaaskones@gmail.com
&
Essossinam LEMOU
piphanielemou@yahoo.com
&
Koku AVOUGLA
Université de Kara-Togo
kavougla@yahoo.fr
&
Kodjo ADJOLOU
Université de Kara-Togo
kodjoadjolou2@gmail.com

Résumé : Les cantines scolaires (CS) constituent un instrument stratégique pour l'amélioration de la sécurité alimentaire des apprenants, le renforcement de la scolarisation et la stimulation du développement local au Togo en général et dans la région des Plateaux en particulier. Cette initiative joue un rôle déterminant dans les politiques éducatives et sociales. L'objectif de cette contribution est de déterminer l'impact socioéconomique des programmes de cantines scolaires à l'Antenne Régionale des Plateaux (ARP), après l'état des lieux de l'éducation au Togo. Le protocole méthodologique adopté pour conduire cette recherche repose fondamentalement sur une combinaison de méthodes quantitative et qualitative. Un échantillon de 139 personnes a été enquêté sur les sites choisis pour l'étude. Les résultats révèlent que le gouvernement, les ONGs et les comités de gestion des écoles primaires sont les principaux acteurs intervenant dans la gestion et le fonctionnement des cantines scolaires. Ce programme a contribué à une amélioration de la fréquentation scolaire, à une réduction de l'absentéisme ainsi qu'à une dynamique économique locale sous-tendue par l'approvisionnement alimentaire. Les cantines scolaires contribuent significativement à la dynamique socioéconomique locale. Lors des investigations, 82% des enquêtées ont affirmé ne plus vivre seulement de leurs activités principales, mais ils diversifient de plus en plus leurs sources de revenus, alors que seulement 18% ont dit le contraire.

Mots-clés : Antenne Régionale des Plateaux (Togo), cantines scolaires, développement socio-économique, scolarisation primaire, région des Plateaux

SCHOOL CANTEEN PROGRAM INITIATIVES AND SOCIOECONOMIC IMPACT IN THE PLATEAUX REGIONAL AGENCY IN TOGO

Abstract: School canteens (SC) are a strategic tool for improving food security among pupils, boosting school enrolment and stimulating local development in Togo in general and in the Plateaux region in particular. This initiative plays a crucial role in educational and social policies. The aim of this paper is to determine the socio-economic impact of school canteen programmes at the Plateaux Regional Office (ARP), following an assessment of the state of education in Togo. The methodological approach adopted to conduct this research is fundamentally based on a combination of quantitative and qualitative methods. A sample of 139 people was surveyed at the sites selected for the study. The results reveal that the government, NGOs and primary school management committees are the main actors involved in the management and operation of school canteens. This programme has helped to improve school attendance, reduce absenteeism and boost the local economy through the food supply chain. School canteens make a significant contribution to the local socio-economic landscape. During the surveys, 82% of respondents stated that they no longer relied solely on their main activities for income, but were increasingly diversifying their sources of income, whilst only 18% said the opposite.
Keywords: Plateaux Regional Office (Togo), school canteens, socio-economic development, primary school enrolment, Plateaux region.

Introduction

L'alimentation en milieu scolaire figure parmi les interventions sociales promues dans de nombreux pays en Afrique noire afin d'améliorer la sécurité alimentaire, accroître la fréquentation et la réussite scolaire, tout en stimulant un dynamisme local (PAM, 2018, p.2). Cette vision s'inscrit dans le cadre des principes prioritaires des Objectifs de Développement Durable (ODD) qui prônent une approche inclusive du développement, fondée sur le principe selon lequel, personne ne doit être laissé pour compte. Parmi les 17 objectifs à atteindre, les questions de l'alimentation et de l'éducation occupent une place centrale. Pour la question de l'éducation, il est exigé des engagements à tous les niveaux pour éliminer la déscolarisation avant la fin du cycle primaire (T. Krouélé, 2017, p. 236). Toutefois, dans les milieux ruraux et défavorisés, de nombreux enfants restent confrontés à des difficultés d'accès à une alimentation, notamment à midi, après les enseignements de la matinée. Cette situation affecte leur rendement et favorise l'abandon scolaire précoce (J. E. G. Adetona et R. Torrès Martinez, 2024; T. Krouélé, 2017). Selon T. Mel, G. A. Bolou et O. K. G. Kamenan (2023, p. 13), face à cette situation, la mise en place d'un programme nutritionnel de cantines scolaires pour les enfants chaque midi, apparaît comme une solution.

Au Togo, cette dynamique s'est traduite par la mise en place d'un programme national d'alimentation scolaire depuis 2008. Il est piloté par l'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB). Ce programme vise à fournir chaque jour de classe, un repas chaud aux apprenants des écoles primaires publiques. C'est dans ce contexte qu'en 2024, un total de 161 630 élèves à travers toute l'étendue du territoire a bénéficié gratuitement de repas à l'école. Malgré les résultats encourageants enregistrés, notamment en termes d'effectifs bénéficiaires, d'améliorations du taux de réussite scolaire, des disparités régionales subsistent, posant ainsi la question de l'équité et de l'efficacité du dispositif. La région des Savanes arrive en tête avec 58 122 bénéficiaires, suivie de 33 754 élèves dans les Plateaux, 30 413 dans la Kara, 21 446 dans la Maritime et 17 895 dans la Centrale.

Dans la région des Plateaux, où le programme occupe une place significative, la gestion des cantines scolaires est assurée par l'antenne régionale de l'ANADEB. Celle-ci met en œuvre diverses actions, notamment la formation des mamans-cantines au respect des normes d'hygiène et nutritionnelles et encourage la promotion de

l'intégration de produits locaux dans la composition des repas. A cet effet, plusieurs initiatives ont été mises en œuvre. Il s'agit notamment de l'installation de jardins scolaires par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) dans certains établissements. A cela s'ajoute la phase pilote de gestion locale des cantines dans des communes de Plateaux (Est-Mono 2, Akébou 1, Anié 1), traduisant une volonté d'appropriation locale, d'autonomie et de pérennisation du programme d'alimentation scolaire (Nations Unies-Togo, 2021 ; République Togolaise, 2024).

Dans les communautés de la zone d'étude, surtout rurales, la valeur des repas à l'école représente une part importante des revenus du ménage. Cet appui alimentaire peut équivaloir à des économies substantielles dans des ménages disposant d'un effectif important d'enfants (PAM-Togo, 2020, p. 7).

La mise en œuvre des cantines scolaires a également conduit à la dynamisation de l'agriculture locale qui pourrait avoir un impact sur la stabilisation du marché des produits agricoles, la transformation rurale et le renforcement des systèmes alimentaires locaux. Au regard des initiatives mises en œuvre et des effets souvent avancés, il est important de s'interroger sur le fonctionnement, la gestion et l'impact socioéconomique réel des cantines scolaires. Dès lors, la question centrale de cette recherche est la suivante : Quel est l'impact socioéconomique des initiatives des programmes de cantines scolaires dans la région des Plateaux au Togo ? Après l'état des lieux de l'éducation, l'objectif de cette recherche est d'analyser l'impact socioéconomique des programmes de cantines scolaires à l'Antenne Régionale des Plateaux (ARP) au Togo. Pour atteindre cet objectif, ce travail a été organisé autour de la présentation du cadre géographique et méthodologique de l'étude, des résultats et de la discussion.

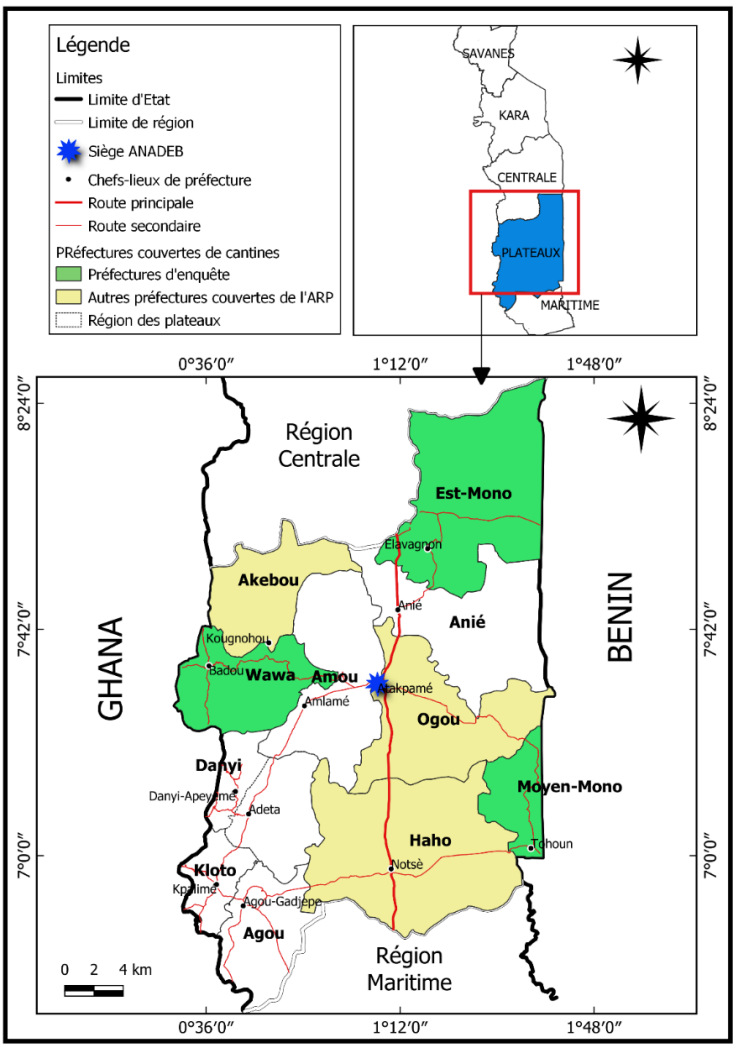
1. Cadre géographique et démarche méthodologique

La situation géographique de la zone d'étude et la méthodologie adoptée pour aboutir aux différents résultats ont fait l'objet de cette partie.

1.1. Situation géographique du milieu d'étude

Située entre 7°00' et 8°24' de Latitude Nord et 0°36' et 1°48' de Longitude Est, la région des Plateaux constitue la plus vaste de toutes les régions du Togo avec un espace territorial de 16 800 km². Elle est limitée au nord par la région Centrale, au sud par la région Maritime, à l'est par la république du Bénin et à l'ouest par la république du Ghana. Elle dispose d'une Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB), l'organe habileté à gérer les cantines scolaires. Elle a son siège dans la ville d'Atakpamé, chef-lieu de ladite région (carte n°1).

Carte n°1 : Localisation du siège d'ANADEB à Atakpamé dans la région des Plateaux



Source : Les auteurs, à partir des données de l'ANADEB / ARP, 2024

Colonisée par une population de 1 635 946 habitants (RGPH, 2022), cette région est essentiellement rurale avec l'un des taux d'urbanisation les plus faibles du pays, chiffré à 19,5% (INSEED, 2021). L'économie de la région repose essentiellement sur l'agriculture, le commerce et l'artisanat.

La proportion des enfants non scolarisés dans la région des Plateaux est passée de 26,5% en 2011 à 19,9% en 2017, contre respectivement 18,7% et 13,9% pour la région Maritime au cours de la même période (Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire, 2020, p. 26). Malgré cette baisse du nombre des enfants non scolarisés entre 2010 et 2017 dans la zone d'étude, des efforts restent à faire sur le plan familial, régional et national pour l'atteinte des objectifs du millénaire.

1.2. Approche méthodologique

La démarche méthodologique adoptée pour conduire cette recherche repose fondamentalement sur deux axes à savoir la collecte de données et leur traitement.

1.2.1. Collecte des données

Elle s'est faite en s'appuyant sur la recherche documentaire, les observations, l'enquête de terrain et les entretiens auprès de la population cible. La documentation est une étape qui a consister à exploiter des écrits traitant des impacts des programmes de cantines scolaires sur l'efficacité interne des écoles, les acquisitions cognitives et les capacités d'apprentissage des élèves dans les écoles primaires. Les sources de données de l'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB), Antenne Régionale des Plateaux, ont été aussi consultées. Les recherches sur internet ont été également mises à contribution dans cette analyse documentaire afin de faire ressortir toutes les incidences socioéconomiques des initiatives de cantines scolaires sur les communautés. A propos de l'observation de terrain, elle a été principalement participante (mai et juin 2024). C'est sans doute un moyen pour observer les dynamiques, afin de mieux analyser et évaluer l'incidence socio-économique du programme des cantines scolaires. L'observation a permis aussi de comprendre le fonctionnement du système de gestion et l'analyse de l'engagement des communautés dans les opérations des cantines des zones ciblées. En plus, elle a été d'une grande importance pour les prises de vue qui ont servi d'illustrations du phénomène à l'étude. L'enquête s'est faite à base du questionnaire d'enquête qui a été adressé aux parents d'élèves composés de toutes les catégories socioprofessionnelles. Les grandes lignes du questionnaire portent particulièrement sur la gestion et le fonctionnement des cantines scolaires et leurs impacts socioéconomiques sur la communauté. Pour ce faire, un échantillon représentatif a été défini. Il s'agit des échantillonnages spatial et démographique. Dans la région d'étude, les préfectures de l'Est-Mono, Moyen-Mono, Haho, Akébou, Wawa, Ogou sont prises en compte par les cantines scolaires. L'échantillonnage spatial a consisté à choisir les préfectures dans lesquelles va se mener l'enquête. Ainsi, sur les six préfectures, seulement 03 ont été retenues : Akébou, Haho et Ogou. Ce choix a été effectué en fonction des critères bien déterminés en l'occurrence leur position géographique et le niveau de performances scolaires des apprenants depuis l'implantation du projet. La méthode du choix raisonné a été adoptée pour l'échantillonnage démographique. Afin de déterminer la population cible, l'étude s'est référée à l'effectif des élèves bénéficiaires dans les trois préfectures retenues pour l'étude. Cet effectif est de 19 580 apprenants (ANADEB, 2024). Ne connaissant pas le nombre d'enfants dont dispose chaque parent dans les écoles, les chefs d'établissement ont été sollicité pour définir l'effectif des parents d'élèves correspondant au nombre de rationnaires. La démarche a permis d'identifier 18623 parents d'élèves et, avec un taux de sondage de 0,75%, un échantillon de 139 individus composé d'hommes et de femmes a été interrogé. Cet échantillon est représentatif du fait de l'homogénéité de la population cible face aux différentes variables de l'étude. Les personnes ont été interrogées au hasard dans les localités retenues pour l'investigation (tableau n° 1).

Tableau n° 1 : Tableau récapitulatif des enquêtés par localité

Localité	Effectif	Taux de sondage	Echantillon	Pourcentage
Akébou	7618	0,75%	57	41%
Haho	9823	0,75%	73	52,5%

Ogou	1182	0,75%	9	6,5%
Total	**18623**	0,75%	**139**	**100%**

Source : Enquête de terrain, 2024

D'après le tableau n°1, plus de la moitié des parents d'élèves ont été enquêtés dans la préfecture de Haho, deux parents sur cinq dans l'Akébou et un sur quinze dans l'Ogou.

L'administration du questionnaire s'est faite avec l'application Kobotoolbox. Le questionnaire a été complété par les entretiens réalisés avec les différents acteurs impliqués dans la gestion des cantines scolaires notamment les leaders communautaires et éducatifs tels que la chefferie, les Comités Villageois de Développement (CVD), les Comités de Gestion des Écoles Primaires (COGEP), le Directeur Régional de l'Éducation (DRE), dans le but de comprendre et d'évaluer leurs capacités d'appropriation, d'appréciation et de pérennisation de l'initiative. Cette opération de collecte s'est réalisée en utilisant le guide d'entretien.

1.2.2. Traitement de données collectées

Les données issues de l'enquête par questionnaire ont d'abord fait l'objet de dépouillement avec l'application Kobotoolbox. Ensuite, l'analyse statistique des données a été faite avec le logiciel SPSS 25. Le tableur Excel a permis la réalisation des graphiques et tableaux.

Une analyse de contenu a été faite à partir des données qualitatives, c'est-à-dire des données issues des entrevues dirigées avec des guides d'entretien. Le logiciel de cartographie QGIS 3.18 a été utilisé pour réaliser les cartes. Cette méthodologie a permis d'atteindre des résultats.

2. Résultats

Partant de la méthodologie adoptée, plusieurs résultats ont été obtenus. Il s'agit de l'état des lieux des indicateurs éducatifs, le fonctionnement et gestion des cantines scolaires, l'engagement des communautés dans les opérations de cantines scolaires et l'implication socio-économique des cantines scolaires dans les communautés bénéficiaires.

2.1. Etat des lieux

Dans le souci de soulager les ménages vulnérables, de lutter contre la déscolarisation et de favoriser la réussite des apprenants, l'Etat togolais a implémenté un nombre important de programmes, dont le programme de cantines scolaires. Cette initiative à travers le projet Filets Sociaux et Services de Base (FSB) couvre toutes les régions du pays. Pour un objectif de 15% de couverture à atteindre en 2025, l'ANADEB est à 8,8% au bilan 2020 sur le plan national et à 6,1% au niveau de l'Antenne Régionale des Plateaux (République Togolaise, 2020).

2.1.1. Point sur le niveau d'éducation des apprenants du cours primaire au Togo

Au Togo, le nombre d'élèves scolarisés au cours primaire a significativement augmenté ces 2 dernières décennies. L'effectif est passé de 1 299 802 en 2011 à 1 548 876 en 2018, pour atteindre 1 688 946 apprenants en 2025, soit une progression moyenne annuelle de 2,4% sur la période (République Togolaise, 2025).

Quant au taux brut de scolarisation, il a atteint 126,8% au cours de l'année scolaire 2017-2018 contre une relative stabilisation autour de 116,70% en 2024. En dépit des progrès sensibles observés en termes d'accès aux établissements primaires, des efforts restent à consentir pour l'achèvement scolaire. Le taux d'achèvement est passé de 87% entre 2018 et 2019 à 89% au cours de 2022-2023. Ces données montrent que l'achèvement du cours primaire reste un défi à relever pour l'atteinte de l'objectif de la scolarisation primaire universelle (République Togolaise, 2025). La proportion d'élèves recalés pour insuffisance de résultats est passée de 13,7% pour l'année scolaire 2017- 2018 au primaire, à 6,9% en 2021-2022. Ce taux d'échec a engendré de nombreux problèmes en l'occurrence le taux d'abandon qui se situe à 7,8% au niveau national alors que près de 23 % des enfants abandonnent avant la fin du cycle primaire (Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire, 2020, p. 18 ; 2025, p. 6). En conséquence, le pouvoir public s'est fixé comme objectif majeur de redresser le système éducatif par le renforcement de la fourniture de services sociaux en milieu scolaire dont les cantines scolaires.

2.1.2. Aperçu des indicateurs éducatifs à l'Antenne Régionale des Plateaux

Le Togo, pour améliorer l'enseignement en vue de la scolarisation primaire universelle de qualité, a posé un diagnostic sectoriel du système éducatif au cours de l'année 2012 et 2013. Ce diagnostic a permis de réactualiser le plan sectoriel de l'éducation pour la période 2014-2025. A cela s'ajoutent, les initiatives de cantines scolaires qui ont amélioré significativement les taux de scolarisation, de redoublement et d'abandon au Togo en général et dans la zone d'étude en particulier (tableau n°2).

Tableau n° 2 : Indicateurs éducatifs à l'Antenne Régionale des Plateaux

Années	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**
Taux d'abandons (%)	18,5	15,7	15,6	15,2	11 ,4	12,5	10,2	7,4	7,3	7,5
Taux de redoublement (%)	20,4	18,5	15,8	13,9	9,3	8,2	7,1	6,5	6,2	6,3
Taux de scolarisation (%)	124,3	123,5	124,7	123,4	123,4	123,8	125,5	126,4	125,9	125,6

Source : DRE-Plateaux et enquête de terrain, 2024

L'analyse du tableau n° 2 montre une amélioration des indicateurs éducatifs dans la région des Plateaux. Le taux de scolarisation est passé de 124,3% en 2013 à 123,8% en 2018 pour dépasser le seuil de 125% à partir de 2019. De même, le taux d'abandon scolaire est passé de 18,5% au cours de l'année 2013 à 12,3% en 2018 pour descendre à moins de 8% à partir de 2020. Concernant le taux de redoublement, la même tendance à l'amélioration est observée. Ce taux oscille entre 20,4% en 2013 et 6,3% en 2022. En général, l'analyse des indicateurs éducatifs de la région des Plateaux montre des scores meilleurs que la moyenne nationale. Pendant qu'un taux moyen de redoublement de 7,3% à partir de l'année 2020 est observé dans la zone d'étude, il est de 7,8% au niveau national. Le taux moyen de redoublement se situe autour de 6% à partir de 2020 contre 6,9% sur le plan national. Le taux moyen de scolarisation est de 126,5% contre 126% au niveau national. Cette dynamique est due à la mise en place des sous-cycles (interdiction du redoublement entre les cycles), au renforcement de la condition

enseignante, à la politique nationale de développement de la petite enfance mais aussi et surtout, aux initiatives de cantines scolaires, à partir de 2018 dans la région d'étude.

2.2. Fonctionnement et gestion des cantines scolaires à l'Antenne Régionale des Plateaux

L'initiative des cantines scolaires est un système dont le fonctionnement est assuré par les différents acteurs directs ou indirects.

2.2.1. Fonctionnement des cantines scolaires

Les membres du comité de gestion travaillent en synergie pour fournir des repas équilibrés aux apprenants, améliorer leur état de santé et leurs rendements scolaires. Toutefois, ils sont confrontés à de multiples difficultés inhérentes au fonctionnement des cantines. Il s'agit essentiellement selon les personnes ressources, de la cherté de certaines denrées alimentaires, du bénévolat des cantinières, du non-paiement des contributions et de l'effectif pléthorique des élèves. Pour cette raison, la participation active de la société civile dans le processus d'implantation des cantines scolaires en vue d'une bonne synergie d'actions entre les acteurs locaux et un fort engagement communautaire dans la mobilisation de ressources est indispensable pour la pérennisation des cantines scolaires publiques.

2.2.2. Acteurs et gestion des cantines scolaires

Un nombre important d'acteurs interviennent dans la gestion des cantines scolaires. Il s'agit notamment :

- **Du gouvernement**

Le Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes assure le leadership du programme de concert avec les ministères techniques affiliés. Il s'agit principalement du ministère en charge de l'enseignement primaire et secondaire, du Ministère de l'Agriculture et du Ministère de la Santé. Le programme est coordonné depuis septembre 2017 par l'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base. Cette agence a la responsabilité de la gestion générale et du financement du projet, ainsi que la sélection, le recrutement et le transfert des fonds aux ONGs régionales.

- **Des ONGs**

Elles organisent et mettent en application les activités d'alimentation scolaire dans la localité qu'elles gèrent. Elles valident les contrats et le transfert des fonds opérationnels aux Comités de Gestion des Écoles Primaires (COGEP) sur le plan locale tout comme la vérification du respect des règles d'exécution. Le suivi de la qualité et de la quantité des mets et la transmission des rapports financiers à l'équipe de gestion au niveau central, font partie de leurs prérogatives.

- **Des comités de gestion des écoles primaires (COGEP)**

Les COGEP interviennent dans la gestion des écoles mais sur une base de volontariat. Dans le contexte des cantines scolaires, ils sont essentiellement responsables de l'exécution quotidienne et du suivi de la qualité et de la quantité des plats.

- **Des mamans cantines**

Elles s'occupent de l'approvisionnement des denrées alimentaires et de la restauration des apprenants. Ces mamans doivent jouir d'un parfait état sanitaire, attesté par des examens médicaux. Elles doivent aussi avoir un carnet professionnel de santé à jour, délivré par les services sanitaires compétents et renouvelés tous les six mois. Afin de leur permettre de jouer convenablement leur rôle, ces mamans cantines bénéficient des formations de base sur la sécurité alimentaire, les normes d'hygiène corporelle, la comptabilité et la gestion.

- **De l'administration des écoles**

Ce sont particulièrement les directeurs des établissements aidés par les instituteurs. Ils sont très impliqués dans les procédures quotidiennes.

2.3. Engagement des communautés dans les opérations de cantines scolaires, un gage de leur pérennisation

La principale motivation des populations bénéficiaires en optant pour la mise en valeur des opérations de cantine scolaire est le fait de jouir des valeurs et des avantages de leur production. Dans un entretien approfondi, elles affirment que, si elles sont unies, elles feront face au manque de moyens financiers pour payer journellement un repas d'une somme modique de 10 FCFA par apprenant (125 FCFA par repas dont 115 FCFA de subvention de l'Etat). Cependant, par manque de moyen financier, les difficultés de mobilisation des 1700 FCFA (10 FCFA par jour) de contribution forfaitaire annuelle par élève (parent) ont retardé le démarrage des opérations dès la reprise des classes en 2022, d'après un responsable d'établissement primaire public d'Adjido (Ogou). Il est important de souligner que le taux forfaitaire annuel peut être payé en nature par les parents qui ne disposent pas de moyens financiers.

Les mamans cantines quant à elles ne bénéficient pas non plus d'une indemnité adéquate de leur prestation pouvant leur permettre d'améliorer leurs revenus. En s'engageant dans cette activité (photo n° 1), elles ne disposent plus de temps nécessaire pour s'occuper d'autres activités génératrices de revenus afin d'augmenter leur pouvoir d'achat.

Photo n° 1 : Mamans cantines en activité dans le Haho



Source : Vue prise par les auteurs, novembre, 2024

La photo n°1 montre la participation des femmes à la préparation des repas dans la réalisation des opérations de cantine scolaire. Selon le bilan de l'exercice de l'année 2020 à l'Antenne Régionale des Plateaux, 684 mamans cantines ont servi

volontairement 26 883 écoliers durant 170 jours culinaires. Pour cette raison, d'après les propos des personnes ressources, les dotations ou la gestion doivent être revues et améliorées en faveur de ces femmes.

Pour l'essentiel, il convient de retenir que l'engagement communautaire, améliore de façon substantielle la qualité des cantines et la fréquentation scolaire. Ainsi, la pérennité et la réussite de l'alimentation scolaire résident dans le caractère collectif de la participation communautaire.

2.4. Implications socio-économiques des cantines scolaires dans les communautés bénéficiaires à l'ARP

Les cantines scolaires ont des effets directs sur la vie sociale et économique des communautés. Aussi bien des élèves, des parents d'élèves que des encadreurs ou instituteurs, tous reconnaissent la valeur ajoutée, apportée par l'initiative des cantines scolaires à leur communauté.

2.4.1. Cantine scolaire, un cadre de communion et de solidarité pour la réussite des élèves

Depuis la création de l'ANADEB/ARP, les cantines scolaires offrent des repas chauds aux écoliers chaque jour de classe (photo n°2).

Photo n ° 2 : Partage d'un repas de midi dans un établissement de l'Ogou



Source : Vue prise par les auteurs, novembre, 2024

La photo n° 2, montre un joyeux moment de partage du repas de midi aux écoliers dans l'Ogou. Ces repas permettent aux élèves de suivre les leçons dans les après-midis et de leur éviter de parcourir de longues distances pour regagner leur domicile. Les effets des cantines scolaires sont multiples et divers. Elles ont contribué de façon substantielle à l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation. En effet, les taux d'abandon qui étaient de 12,5% en 2018 ont chuté à 7,5% en 2022. A propos des taux de redoublement, ils sont passés de 8,2% en 2018 à 6,3% en 2022 alors que les taux de fréquentation étaient respectivement de 123,8% et 125,9% au cours de la même période. Ces taux constatés dans les écoles bénéficiaires de cantines scolaires sont plus élevés que les autres établissements de la région qui n'en bénéficient pas. Le programme de cantine scolaire couvre 6 préfectures dans la région des Plateaux. Malgré les performances enregistrées, plusieurs écoles des communautés défavorisées sont actuellement non encore couvertes. Sur les 1 532 Écoles Primaires Publiques (EPP)

de la région, l'ARP ne couvre que 92, soit 6% des établissements primaires, bien que plusieurs écoles en font toujours la demande. En revanche, nombre de témoignages concordants des acteurs de l'éducation ont établi un lien direct entre l'initiative des cantines scolaires et les performances scolaires dans la zone d'étude. Cette investigation n'en veut pour preuve que les propos d'un directeur d'un des établissements scolaires primaires dans le Haho :

> *« Avant l'offre des repas chauds aux enfants, on a de la peine à encadrer les élèves. Mais avec les cantines scolaires, le nombre d'absentéisme sans raison valable est considérablement réduit car la plupart de ceux qui sont éloignés de l'établissement ne rentrent plus à la maison à midi. Non seulement le repas chaud constitue un cadre de communion et de solidarité pour les apprenants mais aussi et surtout, il augmente dans les établissement ciblés leur taux de réussite et d'achèvement du cours primaire qui sont largement au-dessus de la moyenne nationale».*

2.4.2. Cantines scolaires et diversification des activités génératrices de revenus de la communauté

L'initiative des cantines scolaires dans la région des Plateaux a ouvert une fenêtre d'opportunités pour les populations qui vivent majoritairement de l'agriculture. Tous les secteurs de la vie socio-économique à des degrés divers sont positivement affectés par le programme.

D'après les investigations, 82% des enquêtées ont affirmé ne plus vivre seulement de leurs activités principales, mais tentent de plus en plus de diversifier leurs sources de revenus contre 18% qui ont affirmé le contraire. Le tableau n° 3 présente la répartition des personnes enquêtées selon leurs activités secondaires.

Tableau n°3 : Répartition des enquêtés selon leurs activités secondaires

Activités secondaires	**Pourcentage**
Activités agricoles	47%
AGR boutique	16%
Élevage	19%
Pas d'activités secondaires	18%
Total	**100%**

Source : Enquête de terrain, 2024

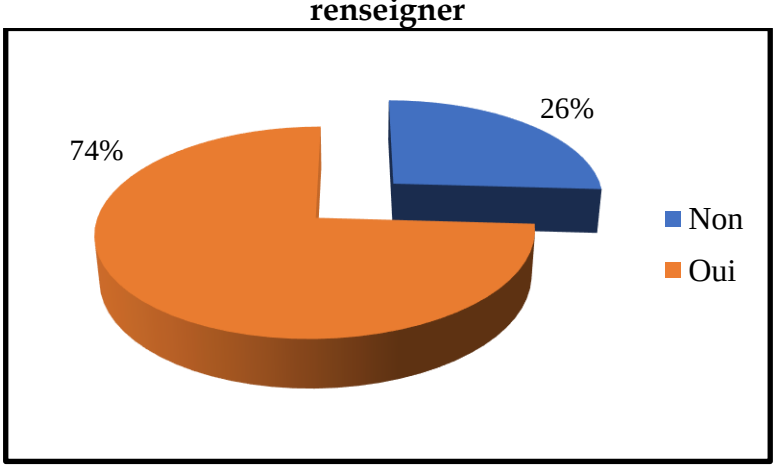
Les données du tableau n°3 révèlent qu'avec les cantines scolaires, plusieurs activités secondaires ont été développées par les enquêtés. Il va sans dire qu'environ la moitié des enquêtés, soit 47%, ont pour seconde activité, l'agriculture. Il s'agit des fonctionnaires, commerçants et artisans qui ne pratiquaient pas autrefois cette activité. Généralement, en dehors des céréales, ce sont les produits maraîchers qui sont cultivés par ces producteurs. Leur objectif est d'approvisionner en produits agricoles les cantines scolaires, ce qui va augmenter leur revenu mais aussi et surtout ravitailler de façon pérenne la structure en produits agricoles locaux. Dans cette même perspective, une personne interrogée sur six a comme activité secondaire, l'installation d'une boutique alors qu'environ le quart (19%) pratique l'élevage. Les bénéficiaires ont témoigné que la priorité accordée aux produits locaux pour alimenter les cantines scolaires et les investissements du gouvernement, ajoutés à la contribution des parents

grâce au taux forfaitaire annuel de 1700 FCFA par élève et 10 FCFA par jour et par repas servi à midi, ont contribué à améliorer la sécurité alimentaire des ménages.
Cette priorité accordée aux produits locaux permet également d'assurer l'éducation des enfants et de garantir, dans une certaine mesure, leur bien-être socio-économique et sanitaire.
A la lumière des données recueillies sur la perception qu'ont les enquêtés sur les prestations des cantines de l'ANADEB et le rôle socio-économique qu'a joué ledit programme, la presque totalité (93%) des bénéficiaires directs ou indirects ont confirmé l'indéniable apport de l'alimentation scolaire, d'où leur intérêt manifesté en faveur de sa bonne gestion.

2.5. Suivi des opérations de cantines scolaires

Un bon suivi d'une activité est source de transparence et nécessite des outils. A cet effet, la plupart des enquêtés ont connaissance de la disponibilité des outils à renseigner par les acteurs impliqués dans la gestion et le suivi des opérations (figure n°1).

Figure n° 1 : Avis des enquêtés selon la disponibilité des outils de suivi à renseigner

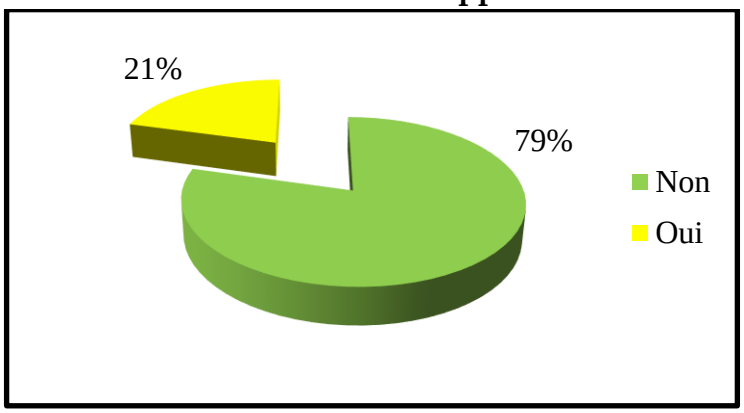


Source : Enquête de terrain, 2024

La figure n°1 montre que 74% des enquêtés reconnaissent que les acteurs disposent des outils à renseigner en fonction de leur rôle dans la gestion des cantines scolaires. Ce constat souligne que le suivi est effectif dans les communautés bénéficiaires. Toutefois, 26% des personnes interrogées n'ont pas de notions sur la disponibilité de ces outils. Ces derniers sont probablement des bénéficiaires indirects car ne maîtrisant pas le mécanisme de fonctionnement du programme des cantines scolaires.
Hormis cet aspect du suivi, les questions de traçabilité ou de restitution abordées lors de l'entretien avec les personnes ressources ont révélé que les acteurs impliqués dans la gestion des cantines rendent compte soit aux responsables de l'ANADEB ou au COGEP. Ainsi, 98% de ces personnes ressources ont affirmé que des discussions relatives aux cantines scolaires ont été abordées au cours des réunions communautaires. D'après les investigations, le suivi des agents de l'ANADEB est effectif chaque semaine, mais la périodicité est insuffisante, car sur deux suivis à effectuer par semaine la plupart des agents n'en font qu'un.

Par ailleurs, il convient de mentionner que les cantines scolaires sans l'appui de l'Etat seraient difficiles à réaliser, voire impossible, vu le pouvoir d'achat faible des communautés (figure n° 2).

Figure n° 2 : Avis des enquêtés selon la capacité des communautés à continuer les cantines scolaires sans l'appui de l'Etat



Source : Enquête de terrain, 2024

D'après les données de la figure n°2, il ressort que 79% des enquêtés ont avoué que les communautés ne disposent pas de ressources nécessaires (matérielles et financières) pour assurer la pérennité de l'initiative des cantines scolaires. Dans ce même ordre d'idées, un parent d'élève renchérit en ces termes :

> *«… les 10 francs qu'on nous demande par jour, on les cotise difficilement, d'autres donnent par tranche et il y en a qui ne contribuent même pas malgré le nombre de leurs enfants, mais tous mangent. Humm, il faudrait un miracle, je ne sais d'où il viendra pour que ce que tu dis là se réalise chez nous ici ».*

La capacité des communautés est très faible pour penser à une auto-appropriation du programme pour l'instant, d'où la loi sur l'alimentation votée en 2020 est la bienvenue pour accompagner les nécessiteux. Bien sûr, les filets sociaux sont mis en œuvre pour améliorer le quotidien des communautés pauvres, mais le gouvernement à travers l'ANADEB, doit intensifier ou multiplier ces filets dans ces communautés bénéficiaires des cantines scolaires en vue de leur viabilisation.

3. Discussion des résultats

La mise en œuvre des programmes de cantines scolaires dans la région des Plateaux révèle une dynamique multidimensionnelle qui dépasse le cadre éducatif pour toucher les sphères économiques et sociales. Ces programmes constituent un levier structurant pour l'amélioration des conditions de scolarisation et le renforcement de la sécurité alimentaire des élèves. L'initiative des cantines scolaires est un programme, dont le fonctionnement est assuré par les différents acteurs bénéficiaires directs et indirects dans la présente étude. Ces résultats corroborent ceux de M. Diarrassouba (2021, p. 72), dans le cas du Mali, où les membres des groupements de production locale ont une bonne appréciation du mode de fonctionnement des cantines scolaires, en dépit de certaines contraintes qui ont été évoquées. De plus, selon T. Krouélé (2017, p. 241),

la gestion des cantines scolaires en Côte d'Ivoire est placée sous la direction du Ministère de l'Education Nationale, qui est chargée de planifier et programmer la distribution des vivres. Elle établit et contrôle la position et l'état des stocks, assure la commande et la réception des denrées. Cette direction supervise et évalue l'ensemble des activités liées aux fonctionnements des cantines. Dans la région des Plateaux, pour le fonctionnement des cantines scolaires, les parents payent une somme forfaitaire annuelle de 1700 FCFA au début de l'année scolaire ce qui correspond à 10 FCFA par jour et par élève. Ces résultats sont relativement différentes des travaux de J.E.G. Adetona et R. Torres Martinez (2025, p. 280), du moment où dans la commune de Zè au Bénin les apprenants payent 25 ou 50 FCFA pour le repas de midi. Le nombre de rationnaires est mentionné dans le cahier des rationnaires et les sommes sont collectées pour être ensuite acheminées au maître de cantine. Une fois les effectifs de rationnaires connus et les sommes collectées, le maître ou la maîtresse de cantine procède à la mesure des quantités de vivres correspondantes et les remet aux cantinières.

Les impacts socio-économiques sont très perceptibles dans la vie des bénéficiaires directs ou indirects des programmes de cantines scolaires au Togo en général et dans la région des Plateaux en particulier. Dans cette région, les cantines scolaires créent une demande stable pour les cultivateurs locaux et dynamisent les circuits économiques de proximité. Elles mettent aussi en valeur les productions vivrières et le besoin de diminuer la probabilité des « creux » du calendrier de trésorerie au cours de l'année. Enfin, le programme valorise la diversification de possibilités de survie de la production du ménage et le renforcement au mieux des liens étroits et profonds avec tous leurs membres. Bien plus, les cantines scolaires dans la présente contribution, jouent un rôle primordial dans la promotion de la scolarisation, le renforcement du tissu économique local et l'amélioration de la cohésion sociale. Dans la même veine, PAM (2020) indique que l'alimentation scolaire intégrée, basée sur le « consommer local » constitue un élément fondamental de la stratégie d'élargissement de l'accès, de l'amélioration de la qualité, de la rétention et, par-delà, de la dynamisation des organisations paysannes de production et de transformation des produits agricoles alimentaires. Ces analyses épousent également les résultats du rapport de la Banque Mondiale (2018, pp. 5-6), sur le rôle et le fonctionnement des cantines scolaires. Elle a souligné le double rôle nutritionnel et éducatif des cantines scolaires. Les cantines scolaires réduisent l'absentéisme, soutiennent la rétention scolaire et renforcent la performance des élèves, surtout en milieu rural. L'alimentation scolaire améliore la concentration et permet une meilleure réflexion de la part des apprenants, comme le démontrent les cantines scolaires. Elles sont entre autres des outils importants pour former les enfants et leur fournir de bons repas de qualité, ce qui leur permet de mieux défendre leur vie future. Dans la région des Plateaux, l'accès régulier à un repas chaud créé un cadre de solidarité et atténue les inégalités entre élèves de milieux socio-économiques différents. D. Abdoulaye, D. L. Fatoumata, et L. Moustapha, (2013, pp.

10-11), ont mis en exergue l'impact des programmes de cantines scolaires sur les rendements des écoles primaires rurales au Sénégal à travers une « expérimentation randomisée ». Il ressort de cette étude que la cantine scolaire est un excellent moyen d'accélération des progrès vers une éducation de qualité pour tous. Abondant dans le même sens, T. Krouélé, (2017, p. 243) affirme que la promotion des cantines scolaires est nécessaire pour supprimer, sinon réduire le phénomène de la déscolarisation au cours primaire.

Les investigations ont montré que malgré les avantages relatifs aux cantines scolaires, la durabilité de l'initiative reste fragile à l'Antenne Régionale des Plateaux. Les difficultés d'approvisionnement, le manque de ressources financières, l'insuffisance des infrastructures et la dépendance aux partenaires extérieurs ou pouvoirs publics constituent des contraintes majeures. Ce constat rejoint les travaux de A. Kodjo *et al*. (2024, p .4). Selon ces auteurs, la pérennité de ces initiatives des cantines scolaires doit se baser sur la mise en place d'un financement national stable, fort et sur le développement de véritables circuits courts d'approvisionnement. L'efficacité de l'initiative nécessite un renforcement institutionnel et une meilleure intégration avec les initiatives agricoles et communautaires locales.

Conclusion

La présente contribution a mis en évidence l'initiative des programmes de cantines scolaires comme un levier d'amélioration des conditions socio-économiques des populations à l'Antenne Régionale des Plateaux au Togo. Les cantines scolaires exercent un effet positif sur le maintien des élèves dans le système éducatif et sur la performance des indicateurs de mesure en l'occurrence les taux d'accès, de fréquentation, d'achèvement et de réussite scolaire. Elles ont permis aux acteurs locaux de participer à leur mise en œuvre, ce qui a relativement amélioré leur situation socio-économique. Même si à ce niveau, les indicateurs quantitatifs ne permettent pas de confirmer les affirmations, l'approche qualitative auprès de quelques groupes de mamans cantines et des personnes ressources a permis, dans une certaine mesure, de le confirmer. Toutefois, la participation communautaire ne permet pas une bonne rentabilité financière de l'initiative des cantines. Etant donné que certains parents n'arrivent pas à honorer leur cotisation, une implication individuelle et communautaire s'avère nécessaire pour la pérennisation des programmes de cantines scolaires.

Références bibliographiques

ABDOULAYE Diagne, IBRAHIM Oumarou Sadou, DOVOEDO Tayo Amen, FATOUMATA Lamarana Diallo, FAYE Ndoye Marème et MOUHAMADOU Moustapha Lô. 2011. *Évaluation de l'impact des programmes de cantines scolaires sur les performances des écoles primaires au Sénégal*, Rapport du consortium pour la recherche économique et sociale, 27p.

ABDOULAYE Diagne, MOUHAMADOU Moustapha Lô, OUSMANE Sokhna et FATOUMATA Lamarana Diallo. 2013. « Évaluation de l'impact des programmes de cantines scolaires sur l'efficacité interne des écoles, les acquisitions cognitives et les capacités d'apprentissage des élèves dans les écoles primaires rurales au Sénégal », working paper n°14, 43p.

ABITOR Komi, LAWANI Nasser, et KOLOGBO Gervais. 2021. *Etude de faisabilité de l'approvisionnement des cantines scolaires en produits locaux au Togo et au Bénin*, 56p.
ADETONA Jean Euloge Gabriel et TORRES Martinez Ruben. 2025. « Cantines scolaires gouvernementales et les enjeux de sa pérennisation : Cas de la Commune de Zè Au Bénin », *In International Journal of Progressive Sciences and Technologies (IJPSAT), Vol. 48 No. 2 January 2025, pp. 276-292.*
ALLADATIN Judicaël, BORORI Abel, GNANGUENON Augustin et FONTON Appoline. 2022. « Évaluation d'impact des cantines scolaires sur les performances et la rétention scolaires au primaire : Cas du Bénin », *in revistamultidisciplinar.com,* vol.4 (1), DOI: https://doi.org/10.23882/rmd.22089 pp. 171-196.
BANQUE MONDIALE, 2018, *Enquête de suivi itératif du fonctionnement des cantines scolaires au Bénin*, Cotonou, 10p.
DIARRASSOUBA Mamadou. 2017. « Vulgarisation et pérennisation des cantines scolaires dans l'ouest de la cote d'ivoire : défi pour une performance scolaire », pp.60-88.
KODJO Ametepé, Alao, BRANDAO Hyacinthe, LAWSON-DRACKEY Mamy, TIATOU Souho. 2024. Étude de cas sur l'alimentation scolaire : Togo, Working Paper, *in London School of Hygiene and Tropical Medicine, London*. DOI: https://doi.org/10.17037/PUBS.04672262, 16p.
KROUELE Toure. 2017. « Lutte contre la déscolarisation dans l'enseignement primaire : Les cantines scolaires en Côte d'Ivoire », *In European Scientific Journal*, Vol.13, No.35, URL : http://dx.doi.org/10.19044/esj.2017.v13n35p234, pp.235-250

MEL Trotsky, BOLOU Gbitry Abel et KAMENAN Oi Kaménan Germain. 2023. « Incidences socio-spatiales de la distribution géographique des cantines scolaires dans le département de Duékoué (Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire) », *in Humanities and Social Science*, Vol 11 n° 7, pp: 12-22, www.questjournals.org.
Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire.2020. *Plan sectoriel de l'éducation de la République du Togo (2020-2030),* Secrétariat permanent du plan sectoriel, Lomé, 148p
Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire. 2025. *Tableau de bord des indicateurs de l'éducation,* Secrétariat Général, Lomé, 61p

Programme Alimentaire Mondial. 2020. *Renforcement de la nutrition dans les écoles appuyées par le programme de cantines scolaires au Togo*, 15p.
Programme Alimentaire Mondial. 2018 *Etude sur l'alimentation scolaire durable au sein de l'union africaine,* Addis-Abeba, 158p.